

Agir pour ne pas Subir



**APOLITIQUE LA CFTC TOUJOURS SERA
ET
LES AGENTS TOUJOURS ELLE DEFENDRA**

Le 16 décembre 2015, les représentants des personnels de la DDFIP 79 étaient convoqués au « CTL emploi ».

La loi de finances pour 2016 prévoit 2 130 suppressions d'emplois pour la DGFIP, soit un volume supérieur de 6,5 % à celui de 2015 (- 2000) avec un impact local portant sur une suppression de neuf emplois dans les Deux Sèvres.

Face à cette décision politique fondée sur un dogme purement comptable et l'absence de visibilité sur l'évolution du réseau, la CFTC n'a pas participé à cette instance locale où elle siège en union syndicale avec l'UNSA.

La désertification des services publics dans les zones rurales, conséquence de choix politiques, est de plus en plus importante. Elle va jusqu'à s'étendre aux villes de moyenne importance par le biais des restructurations, imposées par des coupes budgétaires et humaines.

Pour la CFTC, les services publics de l'Etat doivent être visibles sur les territoires ruraux, urbains et périurbains. La présence de services visibles est un signe d'appartenance à une même nation qui dans le contexte actuel est essentiel.

A la DGFIP, la CFTC constate qu'aucune réflexion profonde n'est engagée sur l'avenir du réseau, des missions et des structures aussi bien au niveau national qu'au niveau local alors que l'on sait que les suppressions d'emplois vont se poursuivre.

Quelle sera la DGFIP de 2018 ?

La CFTC demande de longue date que cette réflexion soit menée au niveau national par respect pour les agents qui sont en droit de savoir de quoi sera fait leur avenir professionnel, mais également pour les usagers qui voient l'accès aux services publics s'éloigner de plus en plus de chez eux.

Quelles missions ? - Quelles structures ? - Quels métiers ? - Sur quels sites ?

Une réforme de structure est indispensable à la DGFIP. Il n'est plus possible pour elle de continuer à rendre des emplois à la collectivité nationale de cette façon, tout en maintenant coûte que coûte de toutes petites structures pour satisfaire des élus locaux qui, dans le même temps, au niveau national, votent sans broncher les suppressions d'emplois à la DGFIP.

Les maisons de l'Etat, initiées en octobre 2014 dans une circulaire du premier ministre, devaient être mises en place pour accueillir des services de l'Etat privilégiant l'appui aux collectivités territoriales, sans exclure les services dédiés aux usagers tels ceux des services des finances publiques.

Où en est-on aujourd'hui ?

SYNDICAT NATIONAL CFTC FINANCES PUBLIQUES-SECTION 79

Pour la CFTC, cette démarche peut permettre de faire des économies tout en améliorant les services publics rendus aux usagers, administrés ou élus. Ils retrouvent ainsi, tous les services habituels de l'Etat dans un lieu unique, et les agents continuent de travailler dans leur bassin de vie.

A ce jour, au niveau national, treize maisons de l'Etat ont déjà vu le jour. Si les services du ministère de l'intérieur y sont partie prenante, force est de constater qu'aucun dialogue n'a eu lieu sur le sujet à la DGFIP avec les organisations syndicales.

La DG préfère prélever des emplois sur les gros sites déjà en situation tendue, pour conserver des structures de 2,3,4 agents qui n'arrivent plus à fournir un service public de qualité tout en travaillant dans des conditions difficiles : isolement, vulnérabilité des postes, problèmes de sécurité, difficultés à prendre des congés.

En définitive, cette situation pèse lourdement sur les agents de la DGFIP et leurs conditions de vie au travail. Pour la CFTC ce n'est pas acceptable.

Indépendante, la CFTC reste opposée aux suppressions d'emplois massives pratiquées par les gouvernements successifs depuis 2002, de façon purement comptable en l'absence de dialogue social, avec une réflexion globale sur l'avenir de la DGFIP, de ses missions, de ses structures.

Ce caractère apolitique ne peut être revendiquée par la CGT en raison de son absence de neutralité politique en 2012. N'oublions pas que nos responsables politiques nationaux actuels ont à cette époque été soutenus par la CGT.

Dans ce contexte, sclérosée dans des positions dogmatiques, difficile pour la CGT locale d'être crédible en s'opposant à la politique des suppressions d'emplois pratiquée par les responsables politiques nationaux dont elle a soutenu l'arrivée au pouvoir. Encore plus difficile pour la CGT d'être constructive et de proposer des alternatives crédibles permettant un meilleur cadre de vie professionnel aux agents avec les contraintes toujours plus dures imposées par ces mêmes dirigeants. La CGT nous l'a encore prouvé en négociant durant 18 mois le projet d'accord fonction publique (Parcours Professionnel Carrières Rémunérations) qu'elle a au final refusé de signer.

La seule réponse proposée par les représentants locaux de la CGT est de dénigrer les autres organisations syndicales de la direction en les accusant d'être « complaisants » (cf. tract Star Wars du 16 décembre 2015 de la section locale CGT). En détournant ainsi l'attention des agents dans ses nombreux tracts, la CGT pratique l'esquive, afin de ne pas participer sur le fond au dialogue social portant sur l'avenir de la DGFIP et de ses agents avec les moyens que les responsables nationaux qu'elle a soutenus veulent bien nous octroyer.

Dans ce contexte social bien particulier, après une année 2015 particulièrement noire, la CFTC aspire à ce que l'année 2016 soit placée sous le signe du respect et de la tolérance, y compris, dans la sphère syndicale.



LE SYNDICAT CFTC DGFIP - LIBRE ET INDEPENDANT